

Les pétitions que les députés de Bonavista-Trinity-Conception (M. Johnson) et de Timiskaming (M. MacDougall) ont déposées auprès du greffier de la Chambre sont aussi conformes aux exigences du Règlement quant à la forme.

* * *

RECOURS AU RÈGLEMENT

LES DÉCORATIONS DE NOËL DANS LES COULOIRS DU PARLEMENT

M. John R. Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je crois savoir que vous avez la responsabilité de tout ce qui sert à décorer la Chambre des communes. Ces douze derniers jours, les couloirs étaient magnifiquement décorés. Cela ajoutait certes à l'esprit de Noël en ces murs même si, soit dit en passant, cela coûtait \$18,000 aux contribuables. Toutefois, lorsque je suis arrivé, ce matin, tout avait disparu—le tapis rouge, les arbres de Noël et les lumières. Cela a-t-il un rapport avec le fait que le premier ministre (M. Mulroney) a donné une réception hier soir, ou est-ce que les Grits nous auraient volé Noël?

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît. La période des déclarations était entre 11 heures et 11 h 15.

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

LA LOI SUR LA TAXE D'ACCISE ET AUTRES LOIS CONNEXES

PRÉSENTATION DU RAPPORT DU COMITÉ LÉGISLATIF

M. Fred McCain (Carleton-Charlotte): Monsieur le Président, en tant que président du comité législatif chargé d'étudier le projet de loi C-80, j'ai l'honneur de présenter le rapport du comité sur le projet de loi, avec des propositions d'amendement, dans les deux langues officielles.

[Note de l'éditeur: Voir les Procès-verbaux d'aujourd'hui au sujet du rapport précité.]

* * *

[Français]

PÉTITIONS

ON DEMANDE LA PLEINE INDEXATION DES ALLOCATIONS FAMILIALES

L'hon. Jean Chrétien (Saint-Maurice): Monsieur le Président, je voudrais déposer deux pétitions qui viennent des électeurs de la circonscription de Saint-Maurice qui s'opposent formellement à l'élimination de l'indexation des allocations familiales. Comme vous le savez, la pression augmente dans ce domaine-là. Ce matin, dans les journaux, nous apprenons, par exemple, que le Conseil canadien des évêques vient encore une fois demander au gouvernement de retirer ce projet de loi.

Je voudrais déposer une troisième pétition, une qui vient des citoyens de Shawinigan-Sud et une autre qui vient des citoyens et citoyennes de Shawinigan et de Grand'Mère, demandant au gouvernement d'arrêter cette mesure législative qui sera très

Pétitions

défavorable, particulièrement aux familles monoparentales, et que les Canadiens veulent garder le système tel quel, qui donne justice à toutes les familles au Canada.

C'est avec plaisir, monsieur le Président, que je dépose, au nom des gens de Saint-Maurice, ces deux pétitions.

[Traduction]

M. Jim Fulton (Skeena): Monsieur le Président, j'ai plusieurs pétitions à signaler à l'attention de la Chambre. Les premières sont signées par des Canadiens qui se préoccupent des réductions accélérées des avantages fiscaux accordés à l'égard des enfants, lesquelles atteindront 600 millions de dollars par an d'ici 1990. Ils demandent à la Chambre des communes de rétablir l'indexation intégrale du régime universel des allocations familiales et d'annuler ces majorations injustes d'impôt. Les pétitionnaires demeurent principalement en Ontario dans des localités comme Lakefield.

Je présume que ma deuxième pétition répondra aux exigences du Règlement. Certains pétitionnaires n'ont pas mentionné leur adresse mais la pétition s'intitule: «Opération justice». Les pétitionnaires demandent au premier ministre (M. Mulroney) de rétablir l'indexation intégrale des allocations familiales et du crédit d'impôt-enfants car ils estiment que les familles souffriront après avoir été privées de dizaines de millions de dollars.

J'ai une autre pétition signée principalement par des citoyens de la Colombie-Britannique.

M. Boudria: Nommez-les.

M. Fulton: Bien, ils viennent notamment de Vancouver-Nord, de Burnaby et d'autres régions de la province. Ils s'inquiètent également que les réductions accélérées des avantages fiscaux accordés à l'égard des enfants priveront les enfants de 600 millions de dollars d'ici 1990. Les pétitionnaires réclament également le rétablissement de l'indexation intégrale du régime universel des allocations familiales et demandent au gouvernement d'annuler ces majorations injustes d'impôt.

M. Rod Murphy (Churchill): Monsieur le Président, j'aurais un certain nombre de pétitions à présenter. Elles demandent à la Chambre des communes de rétablir intégralement les allocations familiales et le crédit d'impôt-enfants. Ces pétitions ont été signées par des citoyens de Downsview et Scarborough, en Ontario, ainsi que par des citoyens des localités de Parson's Pound et Portland Creek, à Terre-Neuve. Ils demandent à la Chambre des communes de rétablir l'indexation intégrale du régime universel des allocations familiales et d'annuler les mesures fiscales injustes que le gouvernement songe à adopter.

[Français]

LA FERMETURE POSSIBLE DES ATELIERS DU CN À MONCTON

M. Fernand Robichaud (Westmorland-Kent): Monsieur le Président, les travailleurs de Moncton, plus particulièrement ceux des ateliers du CN, continuent leurs efforts pour faire valoir au gouvernement leurs inquiétudes vis-à-vis des emplois à ces ateliers. C'est pour cette raison que, aujourd'hui, je dépose une pétition venant de plus de 800 personnes de la région de Moncton.